HAL
open science

Le “ devoir d’essayer ”. Trajectoire d’une chercheuse féministe engagée.

Yasmine Berriane, Chaymaa Hassabo, Hoda Elsadda

To cite this version:

Yasmine Berriane, Chaymaa Hassabo, Hoda Elsadda. Le “ devoir d’essayer ”. Trajectoire d’une chercheuse féministe engagée. : Entretien avec Hoda Elsadda. Mondes arabes, 2022, N° 2 (2), pp.137-163. 10.3917/machr2.002.0137 . hal-03888552

HAL Id: hal-03888552

https://hal.science/hal-03888552

Submitted on 7 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Version preprint. Entretien paru dans : *Mondes arabes*, 2022/2 (N° 2), p. 137-163. URL : https://www-cairn-info.inshs.bib.cnrs.fr/revue-mondes-arabes-2022-2-page-137.htm

Le « devoir d'essayer ». Trajectoire d'une chercheuse féministe engagée

Entretien avec Hoda Elsadda

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Yasmine Berriane (Chargée de recherches, CNRS/Centre Maurice Halbwachs) & Chaymaa Hassabo (Chercheuse ERC Live-AR, Ceped, IRD)

Peu connue des milieux francophones, Hoda Elsadda est, aujourd'hui, une référence incontournable de la recherche menée sur les sociétés du Maghreb et du Machrek dans les milieux universitaires arabophones et anglophones. Ses recherches couvrent les études sur le genre, l'histoire orale, la littérature, l'histoire intellectuelle, les mobilisations politiques et, enfin, la production et la circulation des savoirs dans une perspective postcoloniale. De plus – et elle le revendique d'ailleurs pleinement –, sa trajectoire académique est intimement liée à son engagement politique et militant : mobilisations pour les droits des femmes et contre les intrusions policières dans les universités, engagement politique et participation dans des instances de réforme gouvernementale, implication dans des initiatives de diffusion et de traduction de la recherche arabophone, création de fonds d'archives permettant d'écrire une contre-histoire des femmes. Le récit qu'elle nous offre sur les différentes étapes de sa vie, au Caire où elle est née en 1958, à Beyrouth où elle a vécu les premières années de la guerre civile, à Oxford où elle a préparé une partie de sa thèse, à Manchester où elle a été professeure pendant six ans avant de retourner au Caire en 2011, nous renseigne sur le développement du milieu universitaire et militant en Égypte, et il nous éclaire aussi (voire surtout) sur les crises, les doutes, les espoirs et les multiples revirements qui peuvent marquer une trajectoire d'intellectuelle engagée.

***

Grandir en plein tumulte politique : Le Caire et Beyrouth des années 1960 et 1970

Pour commencer, pourriez-vous nous parler du contexte dans lequel vous avez grandi, votre famille, votre éducation, et plus généralement du Caire en ce temps-là ?

J'ai grandi en Égypte dans les années 1960. Je suis née en 1958 et je me suis toujours considérée chanceuse parce que je suis issue d'une famille très libérale de la classe moyenne, en plus d'être une famille très aimante. J'ai eu une enfance heureuse. Je n'ai pas vécu directement de discrimination de genre. C'est-à-dire qu'on n'a pas appliqué des règles différentes à mon frère

et moi. Ce n'était pas un problème pendant mon enfance et adolescence. J'étais comme lui, soutenue et encouragée à poursuivre mes rêves. Adolescente, j'adorais lire. J'ai vécu ma vie à travers les livres. Ma mère était diplômée du Département d'anglais de l'université du Caire ; pour cette raison, j'ai eu accès, à la maison, à cette incroyable bibliothèque, à la fois en anglais et en arabe. Je pense que cela a été ma première introduction aux histoires, à d'autres mondes et expériences. Je me rappelle avoir été attirée par la lecture d'auteures femmes et par le fait de pouvoir voir le monde à travers leurs yeux. Donc, je pense que cela a constitué une part importante de mon développement. Cela a probablement aussi été l'une des raisons pour lesquelles j'ai choisi d'étudier la littérature anglaise à l'université du Caire. L'autre raison était liée à mon père. C'était un éminent professeur de droit à l'université du Caire. À la base, j'étais très intéressée par l'étude du droit, mais j'ai choisi de ne pas rejoindre la Faculté de droit où mon père enseignait, principalement, pour préserver mon indépendance. J'étais très fière de mon père, mais je voulais tracer mon propre chemin. Je ne voulais pas être la fille du docteur Abdel Moneim Elsadda[1]. En fait, mes années d'étudiante à l'université du Caire se sont bien passées. J'ai aimé le Département d'anglais. Même si j'ai changé par la suite ma trajectoire académique de façon significative, je réalise, avec le recul, que mes années au département m'ont guidée vers la voie que je voulais prendre. Si j'avais rejoint la Faculté de droit, je ne sais pas si j'aurais trouvé ma voie vers le féminisme et la conscience féministe, je ne sais pas. C'est une question que je me pose. Mais, certainement, mon département, lire de la littérature… et le fait d'être dans un département féministe, bien que ce soit bien plus le cas maintenant qu'avant, avec une très forte présence de femmes, un intérêt pour les questions féministes, et ainsi de suite, tout cela m'a fortement aidé à trouver ma voie.

La fin des années 1970 et le début des années 1980 ont été une période d'agitation politique en Égypte[2]. Comment avez-vous vécu cette période en tant qu'étudiante ? Étiez-vous politiquement active à ce moment-là ?

Quand j'étais étudiante en premier cycle, je n'étais pas du tout active politiquement. En réalité, cela m'a pris du temps avant de trouver ma voie. Beaucoup de choses se passaient mais je n'étais pas du tout impliquée dans le militantisme estudiantin. Je dois peut-être préciser ici que, durant ma première année à l'université, j'étais au Liban. J'y suis allée avec mes parents en 1970 et nous sommes repartis en 1975. J'ai rejoint le Département d'anglais à l'université du Caire à ce moment-là. J'ai donc vécu la première année de la guerre civile libanaise à Beyrouth. C'était une année extrêmement tumultueuse. La première année, j'étais inscrite à l'université arabe de Beyrouth[3]. Je n'étais pas impliquée politiquement au Liban mais j'ai été, bien sûr,

---

[1] Abdel Moneim Elsadda est nommé vice-président de l'université du Caire en 1968 et, en 1970, doyen de la Faculté de droit de l'université arabe de Beyrouth.

[2] Le début des années 1970 est caractérisé par un très fort militantisme estudiantin marqué par les conflits entre les étudiants des *jamâʿat islâmiyya* et les étudiants de gauche sur les campus. En 1977, les politiques libérales de Anouar El-Sadate mènent vers des « révoltes de pain ». Sa présidence se clôt par la conclusion des accords de paix avec Israël et sa visite à Jérusalem qui ne tardent pas à fédérer contre lui tous les antagonismes politiques, situation à laquelle il réagit en emprisonnant, en septembre 1981, plus de 1000 politiciens, militants et intellectuels. Il est assassiné le 6 octobre 1981.

[3] L'université arabe de Beyrouth (*Jâmiʿat Bayrût al-ʿarabiyya*) a un statut d'université privée libanaise. Elle a été fondée par l'association al-Bir wal Ihsân en 1960 et a été en partie financée par l'État égyptien durant les années

témoin des tensions, et j'ai été, en fait, témoin de nombreuses explosions, de choses effrayantes. Avec ma famille, nous avons décidé de retourner en Égypte en 1975, lorsque la situation a empiré à Beyrouth. Nous sommes retournés au Caire et j'ai rejoint, en deuxième année, l'université du Caire, en 1975. Vous voyez, j'ai raté le pic des mobilisations : le début des années 1970 et surtout 1973 étaient les années des plus fortes mobilisations au Caire et dans les universités. Si j'avais eu cinq ans de plus, je pense que cela aurait été une autre histoire. J'ai eu ma licence en 1978. Je peux bien sûr parler de ces années de façon rétrospective, à partir de mes connaissances en tant qu'universitaire. Mais moi-même je n'ai pas vécu ces mobilisations durant ma jeunesse. Bien sûr, je me souviens de moments clés, mais uniquement à travers une perspective familiale. Je me souviens du jour de la mort de Nasser. Je viens d'une famille où les points de vue sur Nasser diffèrent : mon père qui était un *self-made-man* a vraiment pleuré Nasser ; ma mère, qui vient d'une famille influente de la classe moyenne, pensait qu'il avait ruiné l'Égypte. Du coup, à la maison, les réactions sur sa mort étaient très différentes.

Vous avez indiqué que le département dans lequel vous avez fait vos études était féministe, est-ce que vous pourriez y revenir ?

La majorité des membres du Département d'anglais à l'université du Caire était des enseignantes et des professeures femmes. Comme dans d'autres départements de langue, la population étudiante était aussi composée majoritairement de femmes. Le système de recrutement à l'université du Caire est basé sur les « notes » uniquement, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'entretiens de sélection. De ce fait, aucun autre critère n'entrait en jeu. Il était, ainsi, très difficile de discriminer les femmes étant donné que le seul critère de recrutement retenu était celui de la performance aux examens. Dans d'autres départements de langue en Europe, par exemple, même si la population étudiante est composée de plus de femmes que d'hommes, le corps enseignant suit une tout autre logique. Le nombre d'enseignantes et de professeures femmes dans les départements de langue est proportionnellement beaucoup plus bas que celui du nombre d'étudiantes. Ce fût mon expérience à Manchester. Mais, au Caire, ce n'était absolument pas le cas. Les recrutements sont basés sur le système des notes. Même si ce n'est peut-être pas un système de recrutement universitaire idéal, il permettait de garantir qu'il n'y ait pas de discriminations de genre. Nous étions admises sur la base de nos notes, il n'y avait aucun entretien et aucun étudiant homme n'a jamais pris la place d'une candidate femme.

Donc, des professeures puissantes, des professeures femmes, et un département qui a toujours été progressiste. Comme une partie de nos études était centrée sur la théorie et la critique, nous avons eu la possibilité de lire la théorie féministe, dès le début. Je peux facilement utiliser le terme féministe pour décrire mon département aujourd'hui. Dans les années 1970, le terme féministe est peut-être un peu exagéré, mais la très forte présence de femmes… La présence d'idées progressistes fortes et intéressantes… Dans notre département d'anglais, nous pouvions lire des choses qui auraient été censurées dans d'autres départements. Aujourd'hui, sans aucun doute, je dirais que le département est un département féministe. Nous enseignons le féminisme, la théorie féministe ; nos étudiants comprennent le féminisme, nous sommes qualifiés par tout le monde comme étant un département féministe. Cela s'est fait de manière graduelle, mais il

---

de Nasser. Elle est liée par un partenariat avec l'université d'Alexandrie (en Égypte). Elle a constitué un lieu important de formation des intellectuels arabes.

est évident que, depuis le premier jour, l'importante présence de femmes a permis l'introduction de concepts féministes.

Vous vous rappelez ce que vous lisiez ?

Bien sûr, nous avons, visiblement, beaucoup lu d'auteures femmes. Nous avons lu Virginia Woolf, l'un des premiers textes féministes importants, *A Room of One's Own* [1929]. Nous avons lu beaucoup de littérature africaine en anglais. De même, très tôt, nous avons été exposés aux études postcoloniales. J'ai eu beaucoup de chance de lire très tôt *Orientalism* [Saïd, 1978] et je me suis donc intéressée aux études postcoloniales. Nous avions des professeures qui étaient très intéressées par les théories féministes qui ont été introduites graduellement. Donc, Virginia Woolf, des auteures femmes africaines, des auteures afro-américaines comme Angela Davis, Toni Morrison et beaucoup d'autres ouvrages écrits par des hommes et des femmes. J'ai aussi lu de la littérature arabe comme Radwa 'Ashour[4], Layla Balabakki[5], Ibrahim Aslân[6], Yûsuf Idriss[7], la liste est très longue. Je pense que les lectures que nous avons faites dans le département ont, sans aucun doute, contribué à introduire des concepts féministes.

***

Quêtes de sens : de la littérature anglaise à une approche postcoloniale et féministe

Pendant vos années de doctorat, vous avez enseigné à l'université du Caire et obtenu une bourse pour réaliser votre doctorat, en cotutelle, avec l'université d'Oxford. Pourriez-vous nous en dire plus sur ces années-là ? Quel était le thème de votre recherche ? Où étiez-vous principalement basée ? Et quelle a été votre expérience à l'université d'Oxford ?

Ma thèse de doctorat portait sur les poètes anglais venus en Égypte pendant la Seconde Guerre mondiale. Ils faisaient partie de l'armée des Alliés et écrivaient de la poésie qu'ils publiaient dans des magazines au Caire. Le Caire, pendant la Seconde Guerre mondiale, était un centre culturel dynamique où toutes les armées alliées venaient se reposer. Cette ville était le lieu de rencontre de poètes et d'écrivains, égyptiens comme anglais. Pour mon doctorat, j'ai obtenu

---

[4] Radwa 'Ashour est une romancière et militante égyptienne née en 1946. Elle est l'auteure de plusieurs romans comme, par exemple, *Al-hagar ad-dâfi'* [*Pierre tiède*] [1985] dans lequel elle offre une description de la société égyptienne du Caire dans les années 1960 et 1970.

[5] Laylaa Baalbaki est une militante, journaliste et romancière libanaise, née en 1936. Elle a une place importante dans les milieux féministes arabes. Elle est connue pour son premier roman *Ana Ahya* [*Je vis*] [1958] qui conteste le pouvoir patriarcal. Après la publication de sa collection *Sâfinat Hanân ila al-qamar* [*Un navire de tendresse vers la lune*] [1963], elle a été accusée d'obscénités et d'atteinte à la moralité publique. Ses travaux littéraires ont été censurés. Ces accusations ont mis fin à sa carrière de romancière.

[6] Ibrahim Aslan (1935-2012) fait partie de la génération des écrivains égyptiens des années 1960. Parmi ses romans célèbres figure *Buhayrat al-masâ'* [*Le Lac du soir*] [1971]. Il dirige, à partir des années 1990, la rubrique littéraire du journal londonien *Al-Haya.*

[7] Yusuf Idris (1927-1987) est un romancier, journaliste et écrivain égyptien. Médecin de formation, il est engagé durant ses études dans les manifestations contre le protectorat britannique et contre le roi Fârûq. En 1961, il participe à la guerre pour l'indépendance de l'Algérie.

une bourse pour étudier à Oxford dans un programme mixte entre Oxford et l'université du Caire. Il s'agissait d'une co-supervision. Mes années à Oxford était très dures. Je n'y ai pas passé beaucoup de temps, je faisais des allers-retours. C'étaient des années dures parce que j'y suis allée avec mon fils qui avait un an et demi et j'étais toute seule. Ma famille m'a aidée autant que possible. Ma mère me rendait de temps en temps visite pour deux semaines. Mais ça a été une période très difficile pour moi.

D'ailleurs, comment c'était pour une femme de voyager seule à ce moment-là ? Nous étions encore dans les années 1980. Comment cela a été perçu, par exemple, par votre famille étendue ?

Bonne question. Comme je l'ai dit, j'étais très chanceuse d'être issue d'une famille libérale, une famille qui croyait en l'éducation. En gros, Dieu est là-haut et l'éducation vient juste après. On peut déroger à toutes les règles si cela permet d'obtenir une bonne éducation. Ça, c'est au niveau de ma famille. Mon mari est aussi un homme bien. Il m'a soutenue et n'a jamais remis en question l'importance de mon séjour d'études en Angleterre. Mais, dans les années 1980, il n'était pas commun pour les femmes de laisser leur mari et de voyager pour le travail ou pour les études. Les femmes avaient encore besoin de l'autorisation de leur mari pour obtenir un passeport et pour voyager en dehors du pays. Donc, alors que mon départ ne représentait pas vraiment un problème au sein de mon cercle familial immédiat, j'ai rapidement réalisé que c'était un problème pour mon cercle de famille plus large et pour des amis. Personne ne m'a rien dit directement, mais mon mari a dû subir des remarques déplaisantes concernant son autorité au sein de la famille, parce qu'il ne m'a pas empêchée de partir. J'étais extrêmement furieuse de ce qu'il a dû subir. Mais personne n'a rien osé me dire directement.

C'était donc une période très difficile. En même temps, j'ai aussi profité de mon séjour à Oxford parce que j'avais accès à une bibliothèque fantastique. La bibliothèque bodléienne (*Bodleian Library*) est juste extraordinaire ! Il n'y avait pas encore d'internet, tu devais te rendre à la bibliothèque pour trouver du matériel. Mais je ne pouvais pas vivre la vie d'Oxford. Je ne pouvais pas m'intégrer, je n'ai pas pu bénéficier de ce qui était une vie très riche culturellement et académiquement. En gros, j'ai collecté du matériel, travaillé sur ma dissertation et pris soin de mon fils. Cela dit, je me rappelle toujours d'événements-clés et de personnes rencontrées à Oxford qui ont marqué mon développement intellectuel. Je me rappelle qu'il y avait ce cercle féministe qui était en cours de formation. C'étaient encore les années 1980. C'était le tout début de la Seconde Vague. Il y avait Toril Moi [1985][8]. Je me rappelle l'avoir rencontrée. J'étais très impressionnée par son travail. Il y avait aussi Terry Eagleton, un critique de gauche, j'ai assisté à tous ses cours[9]. Il a eu un impact sur mon développement intellectuel. Je me suis aussi liée d'amitié avec des étudiants arabes, ce qui était très important pour moi. Nous avons eu des

[8] En 1985, Toril Moi publie *Sexual/Textual Politics*, un ouvrage sur la deuxième vague du féminisme (débutant dans les années 1960) qui compare l'école anglo-américaine d'écriture féministe de l'époque avec celle qui prédomine alors en France.

[9] Terry Eagleton est un théoricien et critique littéraire, professeur de littérature anglaise puis de théorie critique à l'université d'Oxford (1992-2001) et à l'université de Manchester (2001-2008). Durant le séjour de Hoda Elsadda à Oxford, il y travaillait déjà en tant qu'enseignant et tuteur (1969-1992) et y proposait notamment un séminaire sur la théorie littéraire marxiste.

conversations très riches et informatives, ce qui a ouvert mes yeux sur un monde que je ne connaissais pas, ou que je ne connaissais pas d'aussi près.

J'ai eu une crise à la fin de mon doctorat. Je rédigeais ma thèse en Égypte et je me posais des questions existentielles : pourquoi je fais ça ? Pourquoi est-ce que j'écris sur des poètes anglais ? En quoi cela est-il pertinent pour ma vie ? Toutes ces questions qui vous obsèdent parfois et peuvent même vous paralyser. Mais finalement j'ai décidé de finir ma thèse et de voir ensuite ce que je voulais faire. J'ai fini mon doctorat mais je ne l'ai jamais publié, ce qui était probablement une erreur. Je me suis intéressée à d'autres choses, à savoir principalement l'étude de romancières arabes, de mouvements de femmes dans le monde arabe et de la culture arabe étudiée à travers une perspective genrée. Ces sujets sont devenus mes nouveaux intérêts que j'ai développés graduellement mais de façon consistante.

C'est sur la base de ces nouvelles thématiques de recherche et de spécialisation qu'on m'a proposé, par la suite, une chaire à l'université de Manchester. J'ai été recrutée en tant que professeure des Études contemporaines sur le monde arabe entre 2005 et 2011. Ce poste est venu à un moment dans ma vie où je cherchais du changement, et l'un de ses véritables attraits était de pouvoir enseigner et encadrer des recherches qui portaient sur des thèmes qui m'intéressaient vraiment. C'était quelque chose que j'avais réussi à plus ou moins faire à l'université du Caire, mais, en fin de compte, j'étais dans un département d'anglais où j'enseignais des cours sur la littérature anglaise. J'avais très envie d'enseigner et de me focaliser sur d'autres thèmes.

Serait-il possible de revenir sur ce moment de crise que vous mentionnez ? Sur le malaise que vous ressentiez par rapport à votre sujet de doctorat. Pourriez-vous nous en dire plus sur ce moment de transition vers de nouvelles thématiques de recherche ? Quels sont les facteurs qui ont contribué à ce changement ? Est-ce que votre expérience à Oxford a joué un rôle ?

Je pense que c'est lié à beaucoup de choses. À Oxford, Terry Eagleton avait juste publié un essai – qui a été par la suite incorporé à un ouvrage [1983] – sur l'essor de la langue anglaise. Je me suis intéressée, par la suite, aux origines et aux évolutions des disciplines. Jusqu'aux années 1920, la littérature anglaise n'était pas un sujet académique qu'on étudiait à Oxford ou à Cambridge. Ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale, avec le déclin des croyances religieuses, lorsqu'on a essayé de construire et de créer une identité nationale autour de la tradition anglaise, que les deux premiers départements de littérature anglaise ont été fondés à Oxford et à Cambridge. J'étais fascinée par l'étude des origines des disciplines. Je me suis intéressée à l'histoire de l'université du Caire et à la façon dont notre département a été fondé. J'ai découvert que, immédiatement après Oxford et Cambridge, un département d'anglais avait été fondé au Caire, puis à Bombay, et j'ai trouvé cela très intéressant. Guari Viswanathan a publié un article en 1987 dans lequel elle affirmait que l'étude de la littérature anglaise a débuté dans les colonies, en Inde britannique, et que la discipline a été façonnée et institutionnalisée sur fond d'expansion territoriale. J'ai effectué des recherches et découvert l'histoire de l'université du Caire, la lutte entre les Français et les Anglais pour savoir qui contrôlait l'étude de certains thèmes. Ces débats et ces luttes ont été documentés dans l'excellent livre de Donald Malcolm Reid [2002].

J'ai commencé à réfléchir à ce que je faisais, et à la question suivante : pourquoi mon département partait du principe, à l'époque, que les étudiants – les étudiants égyptiens qui rejoignaient le département – maîtrisaient la langue anglaise et devaient étudier Shakespeare ? C'est ce que nous faisions en première et deuxième année. Pourquoi supposer que des étudiants égyptiens seraient capables de comprendre Shakespeare en première année ? C'est à toutes ces questions que je me suis intéressée. Je me suis rebellée contre cette structuration de notre département et, à mon retour d'Oxford, j'ai présenté une proposition, ce qui était probablement très ambitieux, voire présomptueux, de la part de la jeune étudiante que j'étais. Mais j'ai été autorisée à présenter ma proposition dans un séminaire où j'ai avancé l'idée que nous devions repenser la structure du département, repenser les sujets que nous enseignions, repenser l'hypothèse selon laquelle les étudiants et étudiantes viennent à nous avec une bonne connaissance de l'anglais, etc. À un certain moment, tout s'est chevauché : mon intérêt pour les études postcoloniales, mon intérêt pour l'origine des disciplines, les questions sur ce que je faisais dans ma vie, pourquoi est-ce que je lis et écris sur la littérature anglaise en anglais ? Idéalement, je devrais écrire sur la littérature anglaise en arabe. Quelle est donc la fonction de mon département au Caire ? Est-ce que je produis du savoir au service des seuls cercles académiques anglais ? Pourquoi nos étudiants ne rédigeaient-ils pas leur thèse en arabe ? En même temps, j'avais développé un intérêt très fort pour les auteures femmes, les écrivaines et l'histoire des femmes. J'assistais à tous les séminaires et les conférences donnés par des auteurs arabes qui se déroulaient à l'extérieur de l'université. J'ai terminé mon doctorat, disons en 1989 ou 1988. En 1992, j'ai cofondé et publié avec Salwa Bakr[10] une revue d'études sur les femmes, en arabe, appelée *Hagar*[11]. C'est là que mon intérêt pour les études sur les femmes a été formulé.

La revue que vous mentionnez a publié juste six numéros… Elle a été de courte durée.

De très courte durée. Nous voulions avoir une publication annuelle. Pour autant que je sache, cette revue était la première revue, en arabe, spécialisée sur les femmes dans le monde arabe. Nous espérions encourager les chercheuses et chercheurs à écrire sur les questions de genre dans cette langue. Mais nous n'avions aucun soutien institutionnel, nous étions toutes seules. Je suis très fière de *Hagar,* c'était une très bonne intervention à cette époque.

***

Devenir une universitaire engagée

Est-ce le moment où vous avez fait la transition d'universitaire à ce que vous appelez *academic activist*[12] (« universitaire militante ») ?

---

[10] Salwa Bakr est née au Caire en 1949. C'est une journaliste et romancière de renom. Dans ses écrits, elle s'intéresse tout particulièrement aux plus pauvres et marginalisés de la société égyptienne, avec un intérêt particulier pour les femmes. C'est le cas, par exemple, de son roman *al-'Araba al-dhahabiyya lâ tas'ad ilâ al-samâ'* [*Le char doré ne monte pas au ciel*] [1991] qui décrit la vie carcérale de femmes.

[11] De 1992 à 1998, la revue interdisciplinaire *Hagar. On Women's Issues* a sorti six numéros en langue arabe.

[12] La relation entre travail académique et engagement sur le terrain est centrale pour Hoda Elsadda et se retrouve dans plusieurs de ses écrits comme par exemple Elsadda, 2010.

J'aimerais commencer ma réflexion sur ma trajectoire en tant que militante par ma lecture d'*Orientalism* de Edward Saïd [1978] en 1979. Il faisait partie de mon programme d'études en master. J'ai trouvé Saïd extrêmement important[13]. Outre le fait qu'il m'a initiée à la critique postcoloniale, il a mis en évidence la manière dont les représentations de l'Orient, de l'autre, sont devenues des tropes normatifs qui ont guidé la compréhension interactionnelle que les observateurs et les commentateurs occidentaux avaient de « l'autre oriental ». Cela a orienté mon intérêt vers les représentations de la féminité et de la masculinité et les enjeux politiques qui y sont liés, les représentations culturelles, leur remise en question, la recherche du moment d'origine. L'autre point concerne la réflexion critique que mène Saïd sur la représentation de l'Orient, sur le fait que le colonisé est toujours féminisé. Cela m'a ouvert les yeux, dans la mesure où ces représentations reposaient principalement sur l'emploi d'adjectifs qualificatifs associés aux femmes : le colonisé est émotionnel, irrationnel, dépendant. Il s'agit toujours de caractéristiques attribuées aux femmes. Elles sont toutes juxtaposées à l'occidental masculin qui, lui, est rationnel, etc. Cela a permis de mettre en évidence les dynamiques de pouvoir dans les représentations et comment des caractéristiques très spécifiques associées aux femmes et des a priori sur les rôles de genre contribuent à consolider les inégalités de genre.

Quand j'ai fini ma thèse, mon intérêt s'est déplacé vers la littérature arabe, l'histoire des femmes et la défense de leurs droits. J'ai eu des problèmes de santé qui ont limité mes mouvements. J'ai utilisé ce temps pour traduire de courtes nouvelles de l'arabe vers l'anglais. J'ai aussi commencé à écrire des recensions et des articles dans *Al-Ahram Weekly.* Ensuite, il y a eu un moment important, lié à ma participation à la campagne pour la modification du contrat de mariage en Égypte. Cette campagne consistait à permettre aux femmes d'inclure des conditions dans leur contrat de mariage pour protéger leurs droits. Cette campagne a eu lieu en 1993-1994 dans le cadre des préparations pour la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). J'ai alors été invitée à rejoindre le groupe de travail qui avait pour tâche de préparer le Forum des ONG qui allait avoir lieu en parallèle à la conférence. La présidente du Forum était la défenseuse bien connue des droits des femmes, Aziza Hussein[14]. Elle était une figure très respectée en Égypte et a réussi à rassembler des groupes de défense des droits de l'homme et des ONG indépendantes. Nous avons créé un groupe de travail sur le genre et nous avons décidé de profiter de l'occasion qu'offrait cette grande conférence pour militer en faveur d'un changement de la loi sur le statut personnel. Nous avons choisi, de façon délibérée, un projet qui était faisable, qui n'impliquait pas de modification d'un texte de loi. Nous avons milité pour changer le contrat de mariage, c'est-à-dire le formulaire fourni par l'État pour

[13] Les travaux de Edward Saïd prennent d'ailleurs une place importante dans les écrits de Hoda Elsadda. Voir par exemple Elsadda, 2018.

[14] Aziza Shoukry Hussein (1919-2015) est une militante influente engagée pour les droits des femmes en Égypte et pour l'introduction et la défense du planning familial mis en œuvre par l'État à partir du début des années 1960 [Baron, 2008]. Elle a notamment été à la tête du Cairo Women's Club et se serait vu décerner, en 1953, l'Ordre des vertus (*Nichân al-kamâl*) par Gamal Abdel Nasser, un ordre féminin de chevalerie fondé en 1915 et rétabli en 1953. En 1962, elle est la première femme à représenter l'Égypte aux Nations unies où elle siège au sein de la Commission pour le statut des femmes.

enregistrer les mariages.[15] Pour changer ce formulaire, il suffisait d'une décision administrative sans modification du code du statut personnel. Jusque-là, le formulaire n'offrait pas d'espace pour inclure des conditions, comme celles qui stipulent que la femme a le droit d'initier elle-même la procédure pour demander le divorce. Nous avons aussi milité pour que soit inclus, dans ce formulaire, des exemples de conditions pouvant être stipulées dans le contrat de mariage. En fait, même si la loi permettait aux femmes d'inclure des conditions, le plus souvent, le *ma'dhûn* (le représentant de l'État qui contracte et enregistre les mariages) décourageait les femmes de le faire, ou refusait tout simplement de le faire. En bref, nous avons choisi ce qui nous paraissait être réalisable.

Ma participation à cette campagne pour changer les contrats de mariage m'a permis de voyager partout en Égypte, dans beaucoup de gouvernorats, d'en parler et d'en faire le plaidoyer. Elle m'a fait prendre conscience d'à quel point les hommes et les femmes ordinaires manquent de connaissances pour lutter contre les pratiques discriminatoires fondées sur le genre. La campagne a également mis en évidence à quel point les traditions sont assimilées aux identités culturelles et religieuses, ainsi que le danger de manipulation politique des significations attribuées à la tradition et à l'identité culturelle, une manipulation qui alimente davantage les préjugés et la discrimination. Le pouvoir du savoir, de l'information, mais aussi la manipulation politique de l'information ont émergé comme des éléments cruciaux. Deux choses me sont apparues clairement. Premièrement, qu'il était nécessaire de produire un savoir féministe alternatif et de remettre en question les récits dominants sur les rôles de genre. Deuxièmement, qu'il était primordial de créer des organisations féministes indépendantes. Nous devions avoir une plateforme. Nous avions besoin de structures organisationnelles pour défendre nos intérêts et pour faire pression en tant que groupe, et non en tant qu'individus se rassemblant autour d'une cause. Ces deux idées ont été à l'origine de la création du *Women and Memory Forum* (Forum des femmes et de la mémoire). Mon expérience avec *Hagar* et le fait que nous n'avions eu aucun soutien institutionnel m'avaient aussi convaincue de la nécessité d'avoir des structures organisationnelles.

Comment la campagne de 1993 a été perçue, à l'époque, par le public en Égypte ?

La campagne pour la modification du contrat de mariage a suscité des réactions mitigées. Nous avions décidé de mener cette action en nous appuyant sur des précédents islamiques traditionnels et de mener notre plaidoyer en nous situant dans un référentiel islamique. À cette époque, l'approche a été très controversée dans les cercles féministes et progressistes. Elle fait d'ailleurs toujours l'objet de controverses, malgré les importantes contributions des féministes islamiques. Nous avons utilisé des exemples de femmes qui, dans l'histoire islamique, avaient insisté pour que des conditions soient inclues dans leur contrat de mariage. Nous avons utilisé les travaux d'historiennes et d'historiens qui ont étudié les archives judiciaires de tribunaux et nous avons trouvé des contrats de mariage incluant des conditions comme, par exemple, le

[15] Cette campagne menée en 1994 par des militantes égyptiennes [Singerman, 2009 ; Elsadda, Zulficar, 1996] aboutira, en 2000, à l'adoption d'importants changements qui facilitent l'accès des femmes au divorce [Bernard-Maugiron, 2007].

contrat de Rifa'at Rafi' al-Tahtâwî[16]. Nous avons paradé partout avec ce contrat de mariage parce qu'il contenait des conditions qui garantissaient des droits à son épouse. Nous avons basé notre argumentaire et notre plaidoyer sur notre culture. Les féministes sont toujours accusées d'être étrangères à leur culture et à leur tradition. Notre approche était la suivante : ça, c'est notre tradition ; ça, c'est notre culture, nous la possédons. Est-ce que cette approche a réussi ? Mon expérience dans le cadre de cette campagne m'amène à dire que oui. Il était possible d'avoir des discussions avec des femmes et de les convaincre qu'elles pouvaient inclure des conditions dans leur contrat de mariage et qu'en le faisant elles ne seraient ni moins pieuses ni moins respectueuses des lois islamiques. L'utilisation de précédents tirés de la tradition islamique nous a permis, et a permis à des femmes ordinaires, de faire face aux conservateurs.

Inutile de dire qu'il y a eu de la résistance de la part des milieux traditionnels mais aussi des cercles progressistes. Les premiers nous accusaient de ruiner la famille et de saper les dictats religieux. Les seconds n'approuvaient pas l'approche qui consistait à puiser dans des registres religieux. À un moment, le cheikh d'al-Azhar Gad al-Haq 'Ali Gad al-Haq a même lancé un appel aux féministes les sommant de revenir à la religion. Il a mené une campagne contre l'agenda de la CIPD qui, selon lui, s'écartait des enseignements de l'Islam. Il est même allé jusqu'à dire que les mutilations génitales féminines étaient imposées par la religion et ne pouvaient pas être interdites par l'État. Ses déclarations ont créé une atmosphère hostile vis-à-vis des féministes qui participaient à la conférence et défendaient les droits des femmes. Ce furent des moments durs mais gratifiants, car les questions des droits des femmes étaient présentes dans l'opinion publique, malgré les résistances auxquelles nous devions faire face.

***

Archiver la mémoire orale des femmes

Un autre de vos engagements est votre travail au sein du Women and Memory Forum (WMF). Pourriez-vous nous en dire plus sur cette organisation et sur la manière dont elle vous permet de lier le monde universitaire et le militantisme ?

Le WMF a été créé en 1995[17], initialement comme un groupe de recherche composé d'universitaires et de militantes qui étaient sur la même longueur d'onde et unies dans leur volonté d'utiliser leur formation académique et leur savoir pour faire avancer les questions des droits des femmes. Notre premier projet commun consistait à relire l'histoire culturelle arabe en partant d'une perspective de genre. L'objectif était de produire un savoir féministe alternatif pour contrer les représentations stéréotypées des femmes et des hommes, de rendre accessible des informations propices à l'*empowerment* des femmes, un savoir féministe qui autonomise les nouvelles générations d'hommes et de femmes, qui contribue à questionner les concepts discriminatoires. De lire et de réécrire, de contrecarrer le récit historique dominant en adoptant

---

[16] Rifa'at Rafi' al-Tahtâwî (1801-1873) est un écrivain, traducteur et réformateur égyptien qui a étudié à l'université Al-Azhar au Caire. Il est considéré comme l'un des pionniers du mouvement de renaissance intellectuelle musulmane au XIXe siècle.

[17] Né sous la forme d'un groupe de recherche réunissant quelques universitaires et militantes, le WMF devient, en 1997, une organisation à but non lucratif. Le site de cette organisation (disponible en arabe et en anglais) permet un accès libre aux nombreuses publications du forum, voir en ligne : http://www.wmf.org.eg/en/.

une perspective de genre permettant de soutenir la lutte menée par des militantes des droits des femmes pour la justice.

Le WMF a reçu un accueil mitigé. Les fondatrices étaient, pour la plupart, des universitaires, avec des emplois et des postes dans des universités de renom en Égypte. Nous produisions une recherche spécialisée. Nous avons publié un livre, *Zaman al-nissâ' wa al-dhâkira al-badîla* (*Le temps des femmes et la mémoire alternative*) [Abou-Bakr, Elsadda, Ramadan, 1998], qui a été très bien accueilli. Ce n'est qu'en 1999 que nous avons fait l'objet d'une campagne de diffamation. Nous avons été au centre de l'actualité culturelle et sommes devenues visibles lorsque nous avons coopéré avec le Conseil suprême de la culture pour l'organisation d'une très grande conférence sur les droits des femmes à l'occasion des 100 ans du livre de Qâsim Amîn, *Tahrîr al-Mar'a* (*La libération de la femme*), publié en 1899[18]. Le Conseil nous a attribué un rôle clé dans l'organisation de la conférence, dans la sélection des participants, la planification des sessions, etc. Dans ce contexte, nous avons été attaquées, accusées d'être occidentalisées, d'être financées par l'étranger, et toutes les autres accusations habituelles.

Quel était l'impact de ces attaques sur votre travail ? Étiez-vous obligées de vous justifier ou avez-vous changé votre manière de travailler ?

Je suis heureuse de dire que nous avons réagi à ces attaques de manière très agressive et que nous avons publié un démenti dans lequel nous avons défié nos détracteurs, mis en doute leurs motivations et explicité les racines historiques de leurs préjugés contre les féministes. Ce démenti, que nous avons toutes signé, a été publié dans un magazine réputé de l'époque intitulé *Wighât nazar* (*Points de vue*). Nous nous sommes rendues compte que, en devenant visibles, nous représentions une menace pour les cercles culturels traditionnels qui dominaient les institutions culturelles contrôlées par l'État. Cette coopération avec un organisme d'État [le Conseil suprême de la culture] nous a rendues visible et nous a ouvert l'accès aux milieux culturels arabes. Mais, en même temps, nous avons été prises dans la lutte entre l'État et les groupes islamistes. En tout cas, cela nous a donné de la visibilité et nous sommes devenues très connues. Comme le dit le proverbe, ce qui ne vous brise pas vous rend plus forte.

***

Appel d'air : enseigner à Manchester, vivre au Caire

Avant de passer à 2011, pouvons-nous nous arrêter un peu sur vos années à Manchester (2005-2011) ? Non seulement vous avez changé de discipline mais vous vous êtes aussi retrouvée dans un cadre de travail complètement différent.

[18] Qâsim Amîn (1863-1908), avocat, est considéré comme étant l'un des pionniers de la défense des droits de la femme en Égypte. Son ouvrage *Tahrîr al-mar'a* [*La libération de la femme*] [1899] présente l'émancipation de la femme comme une étape essentielle de la libération de l'Égypte de la domination étrangère, une émancipation qui passerait notamment par l'instruction des femmes. L'idée selon laquelle il serait l'un des premiers « féministes » du monde musulman a fait l'objet d'importantes critiques et controverses [Ahmed, 1992].

Manchester a été une phase importante de ma carrière. J'y suis allée à un moment difficile de ma vie. En 2003, le Conseil national des droits de l'homme[19] avait été créé en Égypte et j'en ai été nommée membre. Cela a suscité beaucoup de débats parmi les militants des droits de l'homme. Je me souviens des questions de mes amis et de ma famille : « Pourquoi acceptes-tu ? C'est très politique, tu vas être utilisée, manipulée. » Des préoccupations très recevables ont été exprimées. J'ai répondu en disant : « Je vais accepter parce que je crois que cela vaut la peine d'essayer. S'il s'agit d'un Conseil cosmétique, je démissionnerais au bout d'un an. » Et j'ai effectivement démissionné au bout d'un an. Être membre du Conseil a été une sacrée expérience. Cela m'a donné un aperçu des coulisses du pouvoir, pas de l'endroit où les décisions sont prises, mais seulement des coulisses. C'est devenu extrêmement déprimant. Pour faire court, en 2004, des événements se sont produits qui m'ont rendue très mécontente quant à la manière dont les choses se passaient. Cela m'a fait perdre ma foi en l'idée même de réforme. Je me suis toujours considérée comme étant une réformatrice, puis j'ai découvert que je ne l'étais plus. J'ai fini par être convaincue que la situation n'était pas réformable, que ce qu'il fallait c'était un changement radical. Cette année-là, il y a eu une attaque terroriste contre des hôtels touristiques à Taba, dans le Sinaï et des rapports de Human Rights Watch ont montré que des centaines de personnes avaient été détenues et maltraitées à la suite de cette attaque. Il a fallu beaucoup de temps pour convaincre le Conseil qu'il était de notre devoir de missionner une délégation à al-'Arich pour enquêter sur les abus présumés. La mission a finalement été approuvée et j'ai rejoint la délégation de cinq membres du Conseil. Nous avons réussi à rencontrer des familles de détenus et avons entendu des histoires horribles sur le traitement qui leur avait été infligé. Nous sommes rentrés et avons rédigé un rapport, un rapport très nuancé, très diplomatique dirais-je, qui soulignait la gravité de la situation, le danger que représentait, pour la sécurité nationale, le fait d'aliéner une communauté à nos frontières, et les mesures d'urgence nécessaires pour répondre aux besoins des familles de détenus. Le rapport a été ignoré et rien n'a été fait. Sur le plan personnel, l'expérience a été traumatisante. J'en ai conclu que cela ne fonctionnait pas.

C'est à peu près à cette période que j'ai reçu un appel téléphonique du directeur de la School of Languages[20] me demandant si je voulais candidater à une nouvelle chaire d'études sur le monde arabe contemporain à l'université de Manchester. Je me suis présentée à l'entretien et j'ai obtenu le poste. C'était pour moi un moyen de sortir de tout ce qui me déprimait en Égypte. C'était un recrutement attrayant à plusieurs égards. C'était une opportunité pour que mes enfants poursuivent leurs études en Angleterre. C'était un bon moment pour le développement de ma carrière universitaire. J'avais deux projets de livres et j'avais enfin la possibilité de me concentrer sur mes recherches. Cela dit, c'était vraiment difficile.

J'enseignais dans un département d'anglais et je savais tout sur la culture et la vie anglaises. Mais tout s'est avéré être faux ! La connaissance livresque est différente de la connaissance vécue. Les systèmes universitaires du Royaume-Uni et de l'Égypte sont extrêmement différents. J'ai eu un choc culturel. Tout était très différent. Tout était nouveau. Ma famille aussi a eu du mal à s'adapter. Les deux premières années ont été très difficiles. À Manchester, j'ai

[19] Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) est créé par une décision de Hosni Moubarak en 2003 comme une étape nécessaire de la réforme démocratique.

[20] Il s'agit de la School of Arts, Languages and Cultures de l'université de Manchester.

compris ce que signifiait *old boys' club*. J'étais la seule femme professeure de mon département. Et, si je me souviens bien, l'une des quatre professeures femmes dans toute la School of Languages ! J'ai immédiatement été approchée par une collègue très sympathique, qui est finalement devenue une amie, qui m'a invitée à participer à un groupe de solidarité féminine au sein de la School of Languages. Souvenez-vous que je venais d'un département où les femmes étaient très puissantes et où la question de la solidarité entre femmes ne se posait pas. Alors, évidemment, ça a été une expérience. Cela peut paraître contre-intuitif de vivre une telle expérience en Angleterre, n'est-ce pas ? Ce n'est pas ce à quoi on pourrait s'attendre. Je me souviens que lorsqu'on me demandait : « Oh, mais comment tu t'en es sortie en Égypte ? », je m'asseyais et je répondais : « Mais comment vous vous en sortez à Manchester ? »

Les choses se sont beaucoup améliorées au cours de la troisième année. J'ai eu beaucoup de chance à Manchester car, à mon arrivée, j'ai pu faire partie d'un consortium qui a obtenu une subvention de 5 millions de livres attribuées à trois universités. Je suis devenue codirectrice du Centre d'études avancées du monde arabe, ce qui m'a donné une certaine autonomie et m'a permis de m'éloigner de la gestion du département. Mais ma famille ne s'est pas vraiment implantée : ma fille est retournée en Égypte après deux ans et mon mari n'a pas pu me rejoindre. J'ai fini par travailler à Manchester et vivre en Égypte. J'ai réussi à passer quatre mois par an en Égypte. Cela se passait plutôt bien à l'époque car j'avais l'intention de continuer à le faire. Cela voulait dire que, lorsque j'étais à Manchester, je devais travailler très dur. Puis je pouvais passer du temps en Égypte à mener mes recherches et à être avec ma famille. C'était un peu difficile, mais je m'y suis habituée. J'ai passé six ans à Manchester. J'ai eu une année sabbatique. J'ai pu obtenir une bourse pour terminer mon livre et le publier.

***

L'appel de la révolution

Puis vient 2011, année où vous avez démissionné de votre poste à Manchester et êtes retournée au Caire. C'est bien sûr aussi l'année de nombreux changements importants en Égypte. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce changement important dans votre trajectoire ?

J'ai démissionné de Manchester en 2011 et je suis retournée au Caire. Mon retour en Égypte a été marqué par la révolution. J'étais au Caire pendant les 18 jours légendaires. Ils étaient légendaires. C'est fini maintenant. Mais ils étaient légendaires à cette époque. J'étais là parce que j'étais encore professeure à Manchester mais, comme je l'ai dit, je passais toutes les vacances et les semaines où je n'enseignais pas au Caire. Mon vol de retour à Manchester était prévu pour le 29 janvier 2011, deux jours avant le début des cours. Puis arrive le vendredi 28 janvier 2011, le « vendredi de la colère ». La veille du 28, j'ai fait mes valises. Puis je suis allée rejoindre une manifestation. Je devais partir le lendemain. Qui aurait pu s'attendre à ce qui s'est passé ? J'ai rejoint la manifestation et ma vie a changé. Au début, les manifestations étaient très pacifiques. Nous marchions en criant : « C'est une manifestation pacifique ! *silmiyya*, *silmiyya* ! » Mais ensuite, j'ai vu ces énormes quantités de manifestants défiler ensemble. C'était sans précédent, je n'avais jamais vu cela auparavant. J'ai participé à de nombreuses manifestations au Caire, mais là… Je n'avais jamais vu un tel niveau de participation. Et puis, au fur et à mesure que vous marchez, vous rencontrez des amis et des membres de votre famille, des personnes proches, sans aucune affiliation politique, qui ne participaient pas avant aux

manifestations. Ils se joignent à vous. C'était une expérience incroyable. La manifestation a dû faire face à une réaction violente. D'abord des gaz lacrymogènes, puis des balles en caoutchouc et enfin des balles réelles. Puis l'armée est intervenue. Elle a imposé un couvre-feu. J'ai très peur des gaz lacrymogènes car, en 2003, j'ai failli mourir parce que j'en avais respiré beaucoup[21]. Donc, quand ils ont commencé à lancer du gaz lacrymogène, je suis rentrée chez moi. J'étais à la maison vers 17 heures et je n'étais pas sûre de ce qui se passait. Mais ce que je savais, c'est que quelque chose d'important était en train de se passer. J'ai décidé que je ne partirais pas le lendemain. J'ai essayé d'appeler la compagnie aérienne pour annuler mon vol, mais je n'ai pas réussi à les joindre. En fait, tous les vols ont été annulés. Aucun avion n'a quitté l'Égypte pendant plusieurs jours.

Je me rendais tous les jours sur la place Tahrir. Et j'y participais autant que je le pouvais : transporter de la nourriture, vous savez, il y avait toutes sortes de choses qui étaient nécessaires pour maintenir le sit-in à Tahrir. Pour moi, il fallait avant tout s'assurer qu'un grand nombre de personnes continuerait chaque jour à se déplacer. Je me disais qu'un nombre important de personnes était une protection et une force. Que c'était le nombre important de personnes présentes sur la place qui pourrait faire fonctionner cette révolution. Je suis allée tous les jours sur la place Tahrir. J'ai eu de la chance car mes collègues de Manchester m'ont beaucoup soutenue. Ils ont pris en charge mes cours. J'étais absente pendant deux semaines. Je ne suis retournée à Manchester que le 13 février, deux jours après le départ de Moubarak. Lorsque je suis retournée à Manchester, je n'ai pas pu dormir. Je suis restée éveillée toute la nuit en pensant : « Pourquoi suis-je ici ? Qu'est-ce que je fais ici ? Pourquoi je ne suis pas au Caire ? » La révolution était un rêve, et ce rêve s'était réalisé. Je suis retournée deux fois au Caire, en plein milieu de la révolution. J'ai finalement démissionné en juin. J'y suis retournée parce que j'avais le sentiment que c'était ce vers quoi nous travaillions tous, ce dont nous rêvions, et qu'il était vraiment inconcevable pour moi d'être absente. J'ai pensé que je pourrais faire quelque chose d'utile.

Il y a un débat sur l'usage du mot révolution pour nommer cette période de l'histoire de l'Égypte. Vous utilisez ce terme lorsque vous parlez de l'Égypte. Pourriez-vous développer ce point ?

Cette question est importante pour moi. Les révolutions sont une rupture majeure dans les systèmes politiques et elles entraînent des changements radicaux. Je comprends bien sûr qu'il y a beaucoup de personnes qui hésitent à utiliser le terme « révolution » parce qu'ils voient ce qui s'est passé et qu'on ne peut pas y voir un changement radical. Cela dit, considérons l'histoire d'autres révolutions, comme par exemple la Révolution française. Elle a été suivie par le règne de la terreur. Il a fallu près de cent ans à la Révolution française pour que les principes de liberté, d'égalité et de fraternité soient mis en œuvre de manière significative. C'est ainsi que je vois ce qui s'est passé : une rupture importante, une énorme transformation, un important travail de sensibilisation et de prise de conscience, et de nouvelles idées. Malgré les revers et malgré la violence de la contre-révolution, l'apathie politique s'en est allée. Même les personnes qui étaient contre la révolution sont très attentives aujourd'hui. Tout le monde est concentré sur le

[21] Hoda Elsadda fait référence ici aux manifestations contre la guerre en Irak, les 20 et 21 mars 2003. Elle reviendra sur cet épisode plus tard dans l'entretien.

politique (*the political*), ou sur la politique (*politics*). Je pense que la mémoire de la révolution persiste. Et nous voyons comment elle a été transmise à la jeune génération, à ceux qui étaient des enfants en 2011. Cette mémoire, cette idée, l'idée de la possibilité de renverser un régime politique par le peuple est, en fait, très puissante et c'est ce qui explique pourquoi nous avons un niveau de tolérance zéro vis-à-vis de l'opposition aujourd'hui. De toute forme de plainte. Parce que c'est là, c'est dans l'air. C'est pourquoi j'utilise le terme « révolution ».

En parlant de votre implication dans les manifestations de 2011, vous avez brièvement mentionné les manifestations de 2003. Je suppose que c'était lié aux manifestations contre la guerre en Irak ? Quand êtes-vous passée de votre engagement pour les questions féministes à un militantisme de rue ? Aller dans la rue, protester. Avez-vous par exemple été active durant le moment *Kifâya* ?

Merci de me le rappeler. Mon militantisme féministe est allé de pair avec mon militantisme politique. C'est mon point d'entrée, mon engagement dans la sphère publique. Dès le début des années 1990, je me suis engagée dans les cercles de défense des droits de la femme, le genre est au cœur de la politique. Dès que vous dites droits des femmes, c'est bon, vous êtes impliquée dans les groupes de défense des droits. 2003 et 2004, ce sont deux années très importantes dans l'histoire de l'Égypte. L'émergence de mouvements pour le changement, l'idée de *taghyîr* (« le changement ») a alors commencé à être verbalisée. *At-taghyîr*, le changement. Et c'est à ce moment-là que de nombreux groupes et associations se sont réunis pour mettre en place des initiatives. Je faisais partie du Mouvement du 9 mars pour l'indépendance des universités[22]. Nous étions très actifs contre la présence de la police à l'intérieur des universités. Nous sommes allés au tribunal pour soutenir des recrutements au sein de l'université qui avaient été gelés par les services de sécurité. Nous avons gagné un procès en 2010 pour pouvoir expulser la police des campus universitaires. Ça n'a été mis en œuvre qu'après la révolution. J'ai également rejoint le militantisme de rue. Il est intéressant de noter que l'université du Caire est historiquement un lieu de militantisme politique. Je me souviens de 2003 parce que la manifestation s'était tenue devant l'université du Caire, habituellement un espace sûr. Je me souviens de Youssef Chahine, le réalisateur, qui est venu à la manifestation en fauteuil roulant. Nous nous sommes rassemblés devant la porte principale de l'université et nous avons été frappés par une quantité ridiculement élevée de gaz lacrymogènes. Il n'y avait pas de foule ni quoi que ce soit. Les étudiants s'étaient déjà éloignés. C'était un moment effrayant. J'ai failli suffoquer et des collègues m'ont aidée pour pouvoir retourner à l'intérieur du campus.

Sauf erreur, en 2011, vous avez rejoint *al-Hizb al Masrî ad-dimuqrâtî al-igtimâ'î* (parti social-démocrate égyptien)[23]. Vous en avez été la vice-présidente si je ne me trompe pas. C'est votre premier engagement dans la politique institutionnelle ?

Oui, nous appelons ces partis des partis de la révolution. Ce parti a été fondé par beaucoup de gens comme moi, c'est-à-dire sans expérience de la politique formelle, mais qui ont uni leurs

---

[22] Le Mouvement du 9 mars a été fondé en 2003 par un ensemble d'universitaires et de professeurs d'universités, d'obédiences différentes, ayant, entre autres, pour objectif l'indépendance de l'université vis-à-vis des interventions gouvernementales, de la mainmise de la sécurité sur les campus et sur les recrutements pour les postes-clés.

[23] Fondé en 2011, le parti social-démocrate égyptien est un parti libéral de gauche.

forces avec un groupe déjà présent qui était engagé (préalablement) dans la politique partisane, notamment de gauche. Nous avons créé le parti social-démocrate égyptien. J'ai rejoint quelque chose qui me paraissait compréhensible. Je l'ai également rejoint avec un objectif très particulier : faire en sorte que ces partis ne deviennent pas des partis exclusivement masculins. J'ai adhéré avec des objectifs féministes, en compagnie d'un certain nombre de collègues féministes. Nous comptions faire en sorte que les femmes soient représentées à des postes importants. Et nous avons réussi à faire en sorte que 40 % de femmes occupent des postes clés dans le parti. Nous avions un comité de femmes très fort. Je n'avais jamais envisagé de devenir vice-présidente, mais on m'a poussée à joindre le geste à la parole. Je me suis présentée aux élections du parti et j'ai été élue vice-présidente. Tout semblait possible. Tout semblait difficile en même temps. Mais il y avait ce sentiment que nous pouvions changer les choses. Que nous pouvions réellement atteindre un changement. Et ce sentiment a duré quelques années. Malgré les échecs. Malgré toutes les choses qui se sont produites. Il y a eu quelques années où le changement semblait réalisable.

Il y a eu les années qu'on peut qualifier d'heureuses, celles entre 2011 et 2013. Puis vint la situation de confusion entre coup d'État et révolution, les mobilisations de masse en 2013, le massacre de Râb'a[24], puis le Comité des 50[25]. Il y a eu beaucoup de débats au sujet de ce comité. Vous en faisiez partie. Comment avez-vous justifié, à l'époque, votre implication dans ce comité et comment voyez-vous les choses aujourd'hui ? Après tout ce qui s'est passé, depuis, en Égypte.

Ce sont des questions pertinentes. Je suis quelqu'un qui prend des risques et qui croit qu'il faut essayer malgré les obstacles. Et je pense que c'est important [de voir les choses ainsi] lorsqu'on veut s'impliquer en politique. Lorsque nous regardons en arrière, les choses semblent plus claires que sur le moment. 2013 a été une année très difficile. Au début de l'année 2013, nous nous battions contre un régime religieux. La Constitution de 2012 avait été adoptée, ce qui représentait une tentative d'islamisation de l'État et de la société. Nous réalisons maintenant qu'il y a eu une tentative délibérée de la contre-révolution d'exagérer la peur vis-à-vis des islamistes. Mais, en vivant au Caire au premier semestre de 2013, la peur était bien réelle. Et tout n'était pas une exagération planifiée. Le Comité des 50 a été formé à un moment de tensions et de conflits accrus. Râb'a venait de se produire, tragique et traumatisant à bien des égards. Des récits contradictoires dans les médias, des combats dans les rues, c'était un moment très difficile. J'ai appris ma nomination au Comité des 50 à la télévision. C'était une surprise, une responsabilité, un fardeau, un dilemme. Le contexte était très trouble et peu clair, mais

[24] Le massacre de la place Râb'a-El-'Adawiyya a lieu le 14 août 2013. L'armée et la police joignent leurs forces pour déloger le sit-in organisé, depuis fin juin 2013, par les sympathisants de Mohammed Morsi. La dispersion violente vient après que 'Abdal Fattâh al-Sissi, alors ministre de la Défense, ait appelé les Égyptiens à manifester leur soutien dans sa lutte contre le terrorisme. Le massacre qui en découle a couté la vie à environ mille personnes.

[25] Le Comité des 50 est l'instance créée, en 2013, pour préparer une nouvelle Constitution devant remplacer celle adoptée, en 2012, sous la présidence de Mohammed Morsi. La nouvelle Constitution est promulguée en janvier 2014. Ce comité présidé par Amr Moussa est composé de 50 personnalités représentant les différentes institutions du pays et plusieurs figures politiques ou de la société civile du pays. Hoda Elsadda en fait partie. Elle revient sur cette expérience dans Elsadda, 2015a.

néanmoins, je n'avais pas perdu espoir, et je sentais qu'il y avait encore de la place pour le changement, pour faire un pas en avant dans notre lutte pour le changement. J'ai décidé qu'il était de mon devoir d'essayer.

Quand on me demande si je suis satisfaite du résultat, je réponds généralement que je suis satisfaite de 70 % de la Constitution, mais qu'il y a 30 % qui sont très problématiques. Ce dont je suis sûr, c'est qu'au moment de la rédaction de la Constitution de 2014, il y avait de la place pour des négociations. Il y avait de nombreuses luttes, différentes approches, et des batailles gagnées et perdues. Les délibérations du Comité ont suscité un grand intérêt auprès du public : de nombreux groupes d'intérêt, y compris des groupes de défense des droits de l'homme, ont participé aux réunions de consultation. Le Comité a reçu énormément de suggestions et de recommandations. En bref, il y a eu une interaction considérable avec la commission, en grande partie parce qu'il y avait encore le sentiment que les choses pouvaient être orientées vers une meilleure voie. Qu'est-ce que j'en pense maintenant ? Tout compte fait, et en regardant comment les événements se sont déroulés, nous avons réussi en 2014 à avoir un moment pour faire quelque chose qui peut éventuellement s'avérer utile un jour. Et je suis très fière de ce que j'ai fait à ce moment-là, des batailles que j'ai menées et des quelques gains obtenus[26].

***

Genre, archives et traduction : un travail académique militant

Passons maintenant à votre travail en tant qu'universitaire. Comment votre engagement en tant que militante a-t-il influencé votre travail académique ? Quand, par exemple, avez-vous commencé à mobiliser le genre comme catégorie d'analyse ? Quelle a été votre principale motivation ?

Mon intérêt pour les études de genre remonte au début des années 1990. J'ai publié un certain nombre d'articles analysant des textes littéraires sous l'angle du genre. Cette orientation a abouti à mon livre *Gender, Nation and the Arabic Novel. Egypt 1892-2008* [2012]. J'y pose la question suivante : si nous mobilisions le genre comme catégorie d'analyse, alors comment écririons-nous l'histoire du roman arabe ? Quelles sont les implications qui résultent du fait de repenser l'histoire du roman arabe en prenant en compte le genre comme catégorie d'analyse ? Quels sont les processus d'inclusion et d'exclusion qui étaient auparavant en place, en raison de la domination de certaines représentations normatives des rôles de genre ? Ces représentations dominantes ont-elles été contestées ? Comment les imaginaires littéraires du genre et de la nation ont-ils façonné les débats sur l'identité tout au long des XXe et XXIe siècles ? Pour répondre à ces questions, j'ai mis en lumière des textes littéraires oubliés, car ils ne correspondaient pas à l'imaginaire national de l'élite qui a construit l'histoire littéraire du roman arabe. J'ai également procédé à des lectures révisionnistes de textes canoniques : j'ai relu Naguib Mahfouz, Tawfiq al Hakim[27]. J'ai également mis en lumière les nouveaux écrits d'une jeune génération d'écrivains qui remettaient réellement en question les représentations

[26] Parmi ces batailles, il y a notamment les négociations difficiles menées autour de l'article 11 de la nouvelle Constitution qui codifie le principe d'égalité entre les hommes et les femmes [Elsadda, 2015a].

[27] Tawfiq al-Hakim (1898-1987) est l'un des pionniers du roman égyptien et Naguib Mahfouz (1911-2006) l'un des plus importants romanciers égyptiens du XXe siècle. Il a obtenu le prix Nobel.

canoniques dominantes, comme May Telmissany, Nora Amin, Ahmed Alaidy, Hamdy Abou-Golayyel[28] et d'autres. J'ai soutenu qu'il y avait une nouvelle génération d'écrivains, après les années 1990, dont le travail a perturbé les représentations normatives des identités sexuées qui caractérisaient la production littéraire des générations précédentes.

Aujourd'hui, mes intérêts de recherche portent sur l'histoire, sur la production d'archives d'histoire orale sensibles au genre. Ce travail a débuté à la fin des années 1990 dans le cadre du Women and Memory Forum (WMF). Il s'agit d'un projet féministe. L'objectif est de rendre visible les marginales, les silencieuses, de faire découvrir des femmes qui ont été exclues du récit historique dominant. Nous avons interviewé des femmes qui étaient actives dans la vie publique durant les années 1940 et 1950 et durant les années 1960. Elles avaient plus de 75 ans [lorsque nous les avons interviewées]. Nous avons voulu documenter les expériences de cette génération de pionnières. Nous avons réuni une centaine d'entretiens basés sur des histoires orales, de fantastiques récits de vie de femmes qui représentent la première génération à devenir enseignantes dans les années 1940, la première génération de femmes diplômées de l'université du Caire, la première génération de femmes à être devenues médecins, ingénieures, et ainsi de suite. Il s'agit d'une collection intéressante parce qu'elle capture une période de transition, de transformation, des femmes pionnières[29]. Les entretiens relèvent de l'histoire sociale et fournissent un aperçu intéressant de cette période. En 2011, nous, le WMF, avons documenté les expériences de femmes qui ont participé à la révolution. Cette fois, nous avons ciblé un large éventail d'expériences. Il y avait des femmes qui avaient déjà un passé de militantes, mais aussi des nouvelles venues sans expérience politique préalable. Là encore, nous avons réussi à réunir des entretiens fantastiques[30].

Maintenant, avec toutes les transformations qui ont eu lieu, les défaites, les luttes, les divisions, les récits concurrents sur ce qui s'est passé et ce qui se passe actuellement, je pense que la lutte autour de la mise en récit de ce moment de l'histoire est importante. La documentation et la création d'archives est un projet militant. Ainsi, parallèlement à mon travail au WMF, je travaille également à la création d'archives d'histoire orale sur le genre à l'université américaine de Beyrouth, en collaboration avec le Conseil arabe des sciences sociales.

Vous avez développé l'idée de l'archivage comme une forme de militantisme [Elsadda, 2015b], par opposition à l'idée de l'archive comme un instrument de domination, instrument des puissants…

C'est un projet militant. Cela dit, l'archivage – l'archive – est une arme à double tranchant. Prenons l'exemple de la Syrie. Depuis 2011, nous avons constaté une augmentation significative des projets d'histoire orale syriens qui documentent les événements d'un point de

---

[28] Ces quatre auteurs font partie de la jeune génération de romancières et romanciers qui se sont imposés sur la scène littéraire égyptienne depuis la fin des années 1990, voire le début des années 2000 [Elsadda, 2008, 2012].

[29] Ces récits ont fait l'objet de publications accessibles sur le site web du WMF (http://www.wmf.org.eg/en/publications/). Ce site contient aussi des résumés tirés des récits de vie de femmes pionnières (http://oralhistoryarchive.wmf.org.eg/narrators).

[30] Les récits réunis dans le cadre du projet consacré aux mobilisations de 2011 ne sont pas accessibles en ligne mais ont fait l'objet de premiers écrits [Elsadda, 2015b].

vue révolutionnaire. Mais nous savons aussi que l'État syrien a lancé un projet d'histoire orale qui racontera l'histoire du point de vue de l'État. Les archives seront donc toujours des lieux de contestation. Je pense que ce sont des espaces où il est possible de militer. Parce que, malgré le pouvoir et les ressources dont disposent les États arabes comme la Syrie ou l'Égypte, par exemple, pour produire des récits officiels, leurs récits ne sont pas hégémoniques, c'est-à-dire qu'ils restent contestés et n'ont pas encore obtenu de consentement.

Les études de genre sont au cœur de votre travail. Comment sont-elles entrées et comment se sont-elles développées dans les universités en Égypte et, plus généralement, dans le monde arabe ?

J'ai écrit un article sur la genèse des études sur les femmes et le genre dans la région. Il devrait bientôt être publié[31]. J'y montre que les études sur les femmes et le genre dans le monde arabe sont un phénomène fortement marqué par les ONG et qui s'est d'abord développé en dehors des murs des universités, dans des organisations indépendantes de recherche. Ce processus a accompagné la création d'une nouvelle génération d'ONG de défense des droits, d'organisations de la société civile dans les années 1980 et 1990. La seule exception à cette règle est l'Institut d'études féminines qui a été créé à l'université libanaise américaine en 1973[32]. Cette trajectoire des études sur les femmes et le genre est une conséquence directe des contraintes politiques exercées par les États postcoloniaux autoritaires. Ils ont limité les libertés académiques dans les établissements d'enseignement supérieur et restreint leur capacité à explorer des sujets controversés. En tant que phénomène lié au développement des ONG, les études sur les femmes et le genre se sont développées et ont été nourries par des militantes féministes du monde arabe dans les années 1980 et 1990. Celles-ci ont saisi les opportunités qui leur étaient alors offertes : une libéralisation politique relative accompagnée d'une libéralisation économique, l'internationalisation des questions de droits des femmes à l'échelle globale et la lutte pour les droits dans les États autoritaires. Il m'importe toujours de souligner que ceci n'est pas une caractéristique de l'exceptionnalisme arabe. Nous observons des tendances semblables dans d'autres pays, comme en Espagne par exemple. Dans ce pays, les études de genre se sont aussi développées tardivement au sein des universités. Elles étaient beaucoup plus fortement représentées en dehors du monde académique en raison des liens qu'elles entretenaient avec des groupes qui contestaient alors le régime de Franco.

Au sein des universités, les études sur les femmes et le genre sont principalement apparues en réponse à l'intérêt des organisations internationales pour la formation en matière de genre, vue comme un moyen de promouvoir l'autonomisation des femmes. Cette orientation a débuté dans les années 1990 et s'est accentuée en 2000 comme l'un des principaux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations unies. Une grande partie de l'argent et des programmes qui ont contribué à fonder ces initiatives au sein des universités suivaient des

---

[31] « Gender Studies in the Arab World. An NGO Phenomenon », *in The Status of Gender Studies in the Arab Region*, Beyrouth, The Arab Council for Social Sciences.

[32] Historiquement, l'université libanaise américaine était un établissement réservé aux femmes. Ce n'est qu'en 1973 que l'établissement devient peu à peu mixte. La même année, y est fondé le Institute for Women's Studies in the Arab World (IWSAW) devenu, depuis, The Arab Institute for Women (AIW). L'Institut est notamment connu *via* la revue *Al-Raida* qu'il publie depuis 1976.

conceptions politiques néolibérales en matière d'enseignement supérieur, privilégiant une logique de marché. La plupart des programmes d'études sur les femmes et le genre dans les universités arabes justifient leur existence en produisant des *policy briefs*. Ils sont principalement financés par des organisations internationales, les mêmes organisations qui financent les ONG. Cela dit, il est important de noter que nombre de ces programmes ont été fondés grâce aux efforts de féministes, comme Rula Quawâs[33] en Jordanie, qui étaient actives dans des ONG et ont utilisé leurs connaissances et leur capital symbolique pour faire pression sur les responsables d'universités pour créer des programmes d'études sur les femmes et le genre.

J'ajouterai quelques remarques sur le développement des études de genre depuis leur entrée dans les universités. Une part importante de la production de connaissances continue à se faire en dehors des universités et la figure de la féministe-militante-universitaire est encore très présente. C'est différent des contextes anglo-saxons où, très souvent, on vous demande de choisir entre être militante et être universitaire. Ce n'est pas du tout un problème qui se pose dans le monde arabe. En fait, être un universitaire-militant ajoute au capital social d'un universitaire. Une autre question qui se pose est : l'institutionnalisation des études sur les femmes et le genre dans les universités a-t-elle offert un refuge aux chercheurs ? Ce que nous avons pu voir c'est, qu'en fait, les universités arabes ne se sont pas avérées être des havres de paix pour la recherche sur le genre. Les exemples sont nombreux. Le dernier cas en date est celui de Hatoon al-Fassi, qui a été suspendue pendant un certain temps de son poste d'enseignante à l'université du Qatar et qui a été accusée d'avoir des positions antireligieuses[34]. Les universités arabes se sont révélées plus restrictives en matière de liberté. En fait, les questions les plus intéressantes, les plus innovantes et les plus controversées sont abordées en dehors des murs de l'université.

Vous écrivez et publiez en arabe et en anglais : y a-t-il une logique derrière votre choix de langue ? Cela dépend-il, par exemple, du type de sujet que vous abordez ? Ou du public que vous souhaitez toucher ?

Le choix de la langue pour écrire et produire des connaissances est vraiment important et je pense que c'est un défi pour les chercheurs qui travaillent dans le Sud. Lorsque mes collègues et moi-même avons lancé le WMF en 1995, nous avons pris la décision délibérée d'écrire en arabe. La majorité d'entre nous publiait auparavant en anglais. Nous avions un objectif très clair qui était d'intégrer le genre dans la recherche et l'enseignement en arabe dans les universités arabes. Bien qu'il y ait davantage d'enseignement [sur le genre] en anglais dans les universités arabes, la majorité des universités arabes enseignent en arabe. Nous voulions rendre accessible

---

[33] Rula Butros Audeh Quawas est une universitaire jordanienne connue pour sa mobilisation en faveur des droits des femmes en Jordanie. En tant qu'enseignante au sein du Département d'études anglais de l'université de Jordanie, elle y a introduit des enseignements sur les théories féministes. En 2006, elle crée, au sein de cette même université, le Centre d'études sur les femmes.

[34] Hatoon al-Fassi est historienne, professeur à l'université du roi Saoud en Arabie saoudite, enseignante-chercheuse au sein du Département des affaires internationales de l'université du Qatar. En 2016, elle est suspendue de l'université du Qatar à la suite d'appels à son licenciement pour ses opinions ouvertement féministes. En 2018, elle est emprisonnée en Arabie saoudite dans le cadre d'un mouvement de répression contre les militantes féministes. Elle est libérée un an plus tard.

les études sur les femmes et le genre en arabe. Nous avons également lancé un projet de traduction, en traduisant en arabe des textes fondamentaux des études de genre dans diverses disciplines.

Le défi est à la fois conceptuel et pratique. Sur le plan conceptuel, si nous voulons décoloniser la production des connaissances, alors écrire et publier en arabe doit être un objectif clair permettant de questionner l'hégémonie du Nord sur la production et la circulation des connaissances. Nous devons également remettre en question l'idée selon laquelle le Sud produirait les données brutes et le Nord la théorie. Sur le plan pratique, nous nous heurtons aux défis liés à l'inégalité des relations de pouvoir, où on privilégie la citation de connaissances produites en anglais ou en français, et où les chercheurs du Sud ne sont reconnus que lorsqu'ils publient dans des revues internationales [en anglais]. Sinon, ils restent locaux et non reconnus. Pour les études de genre, le savoir produit en arabe, pour un public arabophone, n'a pas le même impact sur les cercles académiques qui ne sont pas arabes que l'impact qu'a le savoir produit en anglais. Cela dit, ces connaissances sont extrêmement importantes et influentes pour les générations de jeunes universitaires qui étudient dans les universités arabes et dont la première langue de recherche est l'arabe. Ils sont en mesure de mieux comprendre et utiliser les concepts des études sur les femmes et le genre lorsque les textes sont disponibles en arabe.

Pourquoi est-ce que je publie parfois en anglais parfois en arabe ? Cela dépend du contexte et du public visé. Idéalement, tout ce que j'écris en arabe, je souhaite le produire en anglais et vice versa. Mais cela n'est pas toujours possible en raison des contraintes de temps. J'encourage les jeunes chercheurs à publier dans les deux langues autant que possible. Au sein du WMF, la publication en arabe est une priorité. Je travaille beaucoup avec le Conseil arabe des sciences sociales, qui vise également à promouvoir la recherche et la publication en arabe. Je consacre du temps à soutenir des projets de traduction : traduction de l'anglais vers l'arabe, mais aussi, ce qui est tout aussi important, de l'arabe vers l'anglais. Il est important, je crois, de combler le fossé entre les cercles parallèles de recherche qui travaillent dans des langues différentes et qui, souvent, ne se croisent pas.

Bibliographie

ABOU-BAKR Omaima, ELSADDA Hoda, RAMADAN Somaia (dir.) (1998), *Zaman al-nissâ' wa al-dhâkira al-badîla* [*Le temps des femmes et la mémoire alternative*], Le Caire, Women and Memory Forum.

AHMED Leila (1992), *Women and Gender in Islam. Historical Roots of a Modern Debate*, New Haven & Londres, Yale University Press.

AMIN Qasim (1899) *Tahrîr al-mar'a* [*La liberation de la femme*], Le Caire, Maktabat al-Tarraqi.

ASHOUR Radwa (1985), *Al-Hajar ad-Dafi',* Le Caire, Dar al-Mustaqbal.

ASLAN Ibrahim (1971), *Buhayrat al-masa'* [*Le Lac du soir*], al-Hay'ah al-masriyya al-'ammah li at-ta'lif wa an-nachr.

BAALBAKI Layla (1958), *Ana Ahya* [*Je vis*], Beyrouth, Al-Maktab al-Tijari.

BAALBAKI Layla (1963), *Safinat Hanan ila al-qamar* [*Un navire de tendresse vers la lune*], Beyrouth, Al-Mu'assasah al-wataniyyah lil-tiba'ah wa-al-nachr.

BAKR Salwa (1991), *al-'Araba al-dhahabiyya lâ tas'ad ilâ al-samâ'* [*Le char doré ne monte pas au ciel*], Le Caire, Sina li an-nachr.

BARON Beth (2008), « The Origins of Family Planning. Aziza Hussein, American Experts, and the Egyptian State », *Journal of Middle East Women's Studies*, vol. 4, nº 3 *Innovative Women. Unsung Pioneers of Social Change*, p. 31-57.

BERNARD-MAUGIRON Nathalie (2007), « Les femmes et la rupture du mariage en Egypte », *Cahiers d'études africaines*, n°187-188, p.711-731.EAGLETON Terry (1983), *Literary Theory. An Introduction*, Oxford, Basil Blackwell.

ELSADDA Hoda, ZULFICAR Mona (1996), "Machrû' Tatwîr Namûthaj 'Aqd al-Zawâj" [Sur la modification du contrat de mariage], *Hagar*, n° 3–4, p. 251–263.

ELSADDA Hoda (2008), « Egypt », *in* ASHUR Radwa *et al.* (dir.), *Arab Women Writers. A Critical Reference Guide, 1873-1999*, Le Caire, American University in Cairo Press, p. 98-157.

ELSADDA Hoda (2010) « Dialogue Section: The Arab Feminist Research and Activism. Bridging the Gap between the Theoretical and Practical », *Feminist Theory,* vol. 11, nº 2, p. 121-127.

ELSADDA Hoda (2012), *Gender, Nation and the Arabic Novel. Egypt 1892-2008,* Édinbourg, Edinburgh University Press & Syracuse University Press.

ELSADDA Hoda (2015a), « Article 11. Feminists Negotiating Power », *OpenDemocracy*, en ligne : https://www.opendemocracy.net/en/5050/article-11-feminists-negotiating-power-in-egypt/

ELSADDA Hoda (2015b), « An Archive of Hope. Translating Memories of Revolution », *in* BAKER Mona (dir.), *Translating Dissent. Voices From and With the Egyptian Revolution*, Londres, Routledge.

ELSADDA Hoda (2018), « Travelling Critique. Anti-imperialism, Gender and Rights Discourses », *Feminist Dissent*, nº 3, p. 88-113.

MALCOLM REID Donald (2002), *Cairo University and the Making of Modern Egypt,* Cambridge, Cambridge University Press.

MOI Toril (1985), *Sexual/Textual Politics,* Londres & New York, Methuen.

SAÏD Edward (1978), *Orientalism*, New York, Pantheon Books.

SINGERMAN Diane (2009), « Rewriting divorce in Egypt: Reclaiming Islam, legal activism, and coalition politics », in Hefner Robert W. (dir.), *Remaking Muslim Politics: Pluralism, Contestation, Democratization*, Princeton, Princeton University Press, p.161-188.

VISWANATHAN Gauri (1987), « The Beginnings of English Literary Studies in British India », *Oxford Literary Review,* vol. 9, nº 1-2, p. 2-26.

WOOLF Virginia (1929), *A Room of One's Own,* Londres, Hogarth Press.